

Bras de fer entre Etat et milieux associatifs

Un commando va occuper les locaux de «La Suisse»

Demain, 10h30, le bâtiment du journal disparu en 1994 sera occupé par les membres de la Fédération pour l'expression associative (FEA). Elle voudrait le louer au canton. Qui rechigne à l'acheter aux enchères, ce jeudi.

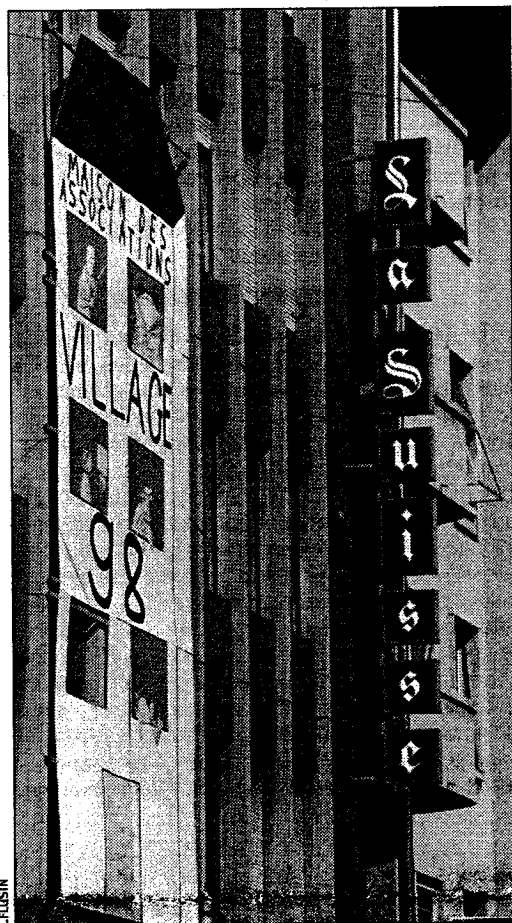
Ils ont appelé cela «les 24 heures du Monde associatif avant la vente aux enchères». Ils sont fâchés, ils en ont assez. Ils: la trentaine de groupements constituant la FEA. Un mélange hétéroclite allant d'Amnesty à Greenpeace, à l'association panafricaine pour l'art ou le commerce équitable, passant par le Village alternatif, Contratom, le GssA, Action Studio etc. Tous bien décidés à enfin concrétiser la Maison des associations socio-politiques de leur rêve.

Ils ont les clefs

En février, une motion était proposée au Grand Conseil qui, un mois plus tard, la renvoyait au Conseil d'Etat. Le comité de la FEA, «ne voyant toujours rien arriver, s'est alors proposé de faire cette action sympathique d'une occupation de 24 heures des locaux en question.» Occupation qui se veut aussi «symbolique». Vont-ils y pénétrer pas effraction pour souligner le symbole? Il paraît qu'ils ont les clefs. Dilemme.

Pas les moyens

Car, malgré les apparences, la Fédération ne se veut pas agressive. Au contraire des squatters (certains), elle cherche la négociation. Ses buts, multiples, tiennent du même état d'esprit. En deux mots: sensibilisation et collaboration. Sensibiliser la population, les pouvoirs publics et les médias «aux revendications du monde associatif et des ONG (organisations non-gouvernementales) par des rencontres culturelles, des confé-



Le panneau de la Maison des associations remplacera-t-il celui, rescapé mais obsolète, de «La Suisse»?

rences, des débats, des concerts. Aux niveaux national et international. Le tout inspiré par la très respectable Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Plus pacifique, difficile.

Pourquoi donc ne pas leur faire ce cadeau, acheter puis louer (louer, et non pas recevoir, ils y tiennent) ces locaux abandonnés depuis quatre ans? Ces lieux dont personne ne veut, par superstition, malédiction née avec la mort subite du plus florissant des journaux genevois? Parce qu'ils sont délabrés, précisément. Et que le coût de leur rénovation, à ce jour inestimé, fait peur tant à la Ville qu'au canton. «Les travaux seront substantiels et, actuellement, nous ne disposons pas des crédits nécessaires», explique Denis Dufey, secrétaire général du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL). Il continue: «L'Etat n'est pas prêt, les conditions ne sont

pas réunies à l'acquisition des locaux. Il faut attendre et voir ce qui se vend ou pas, tout ou partie du bâtiment.» Denis Dufey aplatit: «De toute façon, dans la situation actuelle, on ne peut pas se permettre des

folies, uniquement pour rendre service à des associations, aussi louables soient-elles.»

Bonne foi

Pas dépitée, et bien que le temps presse, la FEA veut y croire: «On n'a rien obtenu de M. Moutinot, le chef du DAEL, en vacances. Mais on a beaucoup d'espoir, même si on sait qu'une volonté politique est nécessaire.» Colin Archer, de l'International Peace Bureau, estime aussi que «cela a trop traîné. La liquidation du bâtiment doit se faire. On a fait exécuter des plans par une étude d'architectes, tout est prêt. En fait, on aide les liquidateurs à finir leur boulot.»

Pour séduire l'Etat, définitivement le convaincre de sa bonne foi, la Fédération a même encouragé ses membres à déposer sur un compte une somme équivalente à trois mois de loyer pour les mètres carrés désirés. Belle intention. Mais le «contrat de bail provisoire» n'a, pour l'instant, été honoré que par la moitié des associations. Un montant assez dérisoire, dit-on.

Pourtant l'énergie y est. Le désir de «se mettre ensemble, former une synergie entre membres de la FEA et en coopération avec l'Etat.» Un projet «positif», insiste Colin Archer.

De demain 10h30 à mardi 10h30, de déjeuners café-croissant en dîners canadiens, de conférence de presse en conciliabules, «positive» et ludique, l'occupation le sera certainement. Nécessaire peut-être. Mais suffisante? Jeudi, c'est dans quatre jours. ■ Nicolas Wilhelm